

Une crise ébranle actuellement le golfe Persique. Il s'agit d'une situation dangereuse dont nous ne pouvons prévoir l'issue. Toutefois, cette issue aura des conséquences importantes pour l'ordre international et pour une politique étrangère canadienne dont le rôle est de façonner cet ordre de manière qu'il serve nos intérêts. Ces conséquences pourraient être positives ou négatives. Chose certaine, elles seront considérables.

La situation est grave. Elle pourrait déboucher sur une guerre qui ferait des milliers de victimes, militaires et civils, hommes, femmes et enfants. Il se peut très bien que des armes de destruction massive soient utilisées et que le conflit s'étende au-delà du golfe Persique. Il est certain que l'ordre économique international en sera durement touché. Les prix de l'énergie monteront en flèche tant au Canada qu'ailleurs. De jeunes soldats canadiens - femmes et hommes - reviendront peut-être au pays non pour y célébrer la victoire, mais pour y être inhumés.

Au Canada, nous vivons dans la paix et la prospérité depuis des décennies, et nous sommes portés à croire que les guerres destructrices sont choses du passé, qu'aucun conflit ne peut nous porter préjudice, à nous, à nos voisins ou à nos intérêts. Lorsque nous voyons des combats et des bombardements à la télévision, nous ne nous sentons pas concernés.

Or, les événements qui pourraient se produire dans le Golfe nous concernent. Il y a des Canadiens là-bas, et le Canada y a des intérêts. L'économie et la structure politiques mondiales sont en jeu. Avant une autre guerre, Neville Chamberlain avait qualifié la Tchécoslovaquie de «pays lointain dont nous ne savons pas grand-chose». Eh bien! Chamberlain se trompait et nous savons ce qui est arrivé par la suite. Nous ne pouvons plus nous tromper. Dans notre monde moderne, le Koweït n'est pas un pays lointain. Il est situé à notre porte.

L'invasion du Koweït par l'Iraq a suscité un rare front commun des nations, qui exigent de l'Iraq le retrait de ses troupes et le respect de la souveraineté du Koweït. Cet appel n'est pas le fait de quelques pays, il a été lancé par l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, le monde arabe et non arabe, les pays musulmans et non musulmans. Les différents pays ont imposé des sanctions à l'Iraq par une décision quasi unanime. Ils ont approuvé l'application de ces sanctions. Des forces militaires de 25 pays sont sur place pour appliquer les sanctions décrétées par l'ONU et empêcher toute autre agression. Ces forces viennent de l'Argentine et de l'Australie, de la Syrie et des États-Unis, de l'Égypte et du Royaume-Uni.

Le monde ne veut toutefois pas la guerre. Il veut que justice soit rendue au Koweït et que règne l'ordre dans cette région et partout ailleurs. Par conséquent, si nous avons